

Je crois que la réponse est une réaffirmation du but que nous poursuivons et de la vision qui nous distingue, sur une échelle sans précédent en politique canadienne depuis plusieurs générations.

Je suis convaincu que le Parti progressiste conservateur du Canada l'emportera lors de cette élection générale. En outre, pendant sa campagne pour la direction de notre parti, M^{me} Campbell a toujours maintenu sa détermination de ne jamais modifier le cap qui nous a fait faire de tels progrès. Même si je ne parle pas en son nom, j'estime que la politique économique du Canada restera un mélange pragmatique de continuité et de changement.

Ce qui importe encore plus, c'est que cette ligne de conduite semble avoir l'appui d'une bien plus grande partie de la population que par le passé. À cet égard, nous sommes partie prenante relativement à un changement d'attitudes mondial, donc de grande envergure. Au cours de la dernière décennie, l'effondrement des économies centralisées a contrasté avec le succès du modèle du marché libre, et permis un retour au réalisme. On constate que des questions comme les déficits, la productivité et la compétitivité ne sont plus considérées comme abstraites ou universitaires, mais comme des préoccupations concrètes, qui touchent la santé financière des gens. En réalité, les Canadiens s'inquiètent vivement de la dette et du déficit, qui sont des problèmes auxquels font face tous les paliers de gouvernement. De plus, ils sont généralement tombés d'accord pour déclarer que la clé qui permettra de résoudre ces problèmes est la même que celle qui réduira notre taux de chômage élevé, c'est-à-dire une économie en pleine croissance et concurrentielle. C'est le genre d'économie qui englobe un plus grand nombre de personnes que la récession et la restructuration des entreprises ont marginalisées et qui en fait des contribuables plutôt que des prestataires.

Je pense que ce sont-là des défis que nous, les Nord-américains, devons tous relever. Au Canada, nous commençons à tenter d'éliminer bon nombre de nos obstacles à la compétitivité en ayant recours, dans certains domaines, à une collaboration accrue entre les gouvernements de même qu'entre les secteurs public et privé. Nous évitons également de nuire à l'initiative privée.

Dans ces deux secteurs, notre pays continuera par ailleurs à assurer la restructuration. Nous n'avons pas vraiment le choix si nous voulons rester à la hauteur. Et nos principaux concurrents ne sont pas seulement le Japon, l'Europe, ou les pays d'Asie et du Pacifique. Il arrive souvent que les meilleurs au monde soient ici, en Amérique du Nord.